

Dix propositions aux candidats à l'élection présidentielle

LE MONDE ECONOMIE | 12.03.2012 à 16h45

Par Le Cercle de l'Industrie

La compétitivité, une priorité absolue

Celle des entreprises suppose celle de l'Etat. Il est certes nécessaire de poursuivre les objectifs d'assainissement des finances publiques. Mais certaines décisions du gouvernement agissent directement sur le fonctionnement de l'industrie. Les candidats doivent s'assurer que de telles mesures favorisent la relance de la compétitivité industrielle et ne freinent pas la croissance. Le premier ministre devrait en recevoir la mission et en devenir le garant.

L'innovation

Elle est un enjeu essentiel à la relance de la compétitivité. Développer un écosystème de l'innovation - et l'activité de R&D des grands groupes y concourt - est essentiel. Nous soutenons les initiatives prises en ce sens, comme le crédit impôt recherche (qui doit continuer à s'appliquer tant aux PME qu'aux grandes entreprises), complété par un crédit d'impôt innovation distinct. Pour les premières, c'est la garantie de faire plus de recherche ; pour les secondes, c'est de le faire davantage en France.

La formation

L'ajustement des compétences de la main-d'oeuvre aux besoins des entreprises d'avenir est facteur de compétitivité et de plein-emploi. Nous soutenons les propositions en vue d'orienter les jeunes vers les métiers scientifiques et technologiques, de promouvoir l'enseignement technique et l'apprentissage, de professionnaliser l'enseignement et de réformer la formation permanente au nom de l'employabilité des salariés.

L'enseignement supérieur

L'industrie, pour être compétitive, doit accroître ses capacités de recherche et d'innovation en s'appuyant sur la recherche publique, réservoir d'idées et de talents. L'enseignement supérieur doit accompagner ce mouvement en se donnant comme priorité de fournir à nos entreprises les cadres scientifiques, techniques et de management dont elles ont besoin. Il convient de rapprocher progressivement grandes écoles et universités, en respectant leur autonomie et en valorisant leurs atouts respectifs.

Les filières

Les activités des petites, moyennes et grandes entreprises dans la chaîne de production sont souvent complémentaires. A ce titre, des filières industrielles associant les grands groupes, PME et ETI dans chaque secteur doivent être développées. Cela nécessite un renforcement de la solidarité interentreprises. Nous nous y engageons.

L'énergie et l'environnement

Notre politique énergétique, fondée sur les économies d'énergie et le développement d'un mix énergétique diversifié et peu carboné (en particulier le nucléaire), doit être impérativement poursuivie. C'est un gage de sécurité nationale, de compétitivité des industries et d'équilibre commercial. C'est aussi un atout dans la lutte contre le réchauffement climatique qui doit rester une priorité politique et un moteur de compétitivité pour nos entreprises, notamment à travers les technologies vertes.

Le dialogue social

Face à la crise, la France doit développer le dialogue social au niveau de chaque branche et de chaque entreprise. Les accords collectifs pour adapter l'équilibre salaire-emploi-temps de travail aux évolutions de l'activité sont à privilégier ; le système de chômage partiel est à améliorer.

Le coût du travail

Le niveau élevé des cotisations sociales employeurs pèse sur la compétitivité industrielle. Les politiques de solidarité nationale relatives à la famille et, pour partie, celles relatives à la santé devraient être assumées par l'ensemble de la collectivité. Le transfert d'une partie de ces cotisations sur d'autres assiettes fiscales sera bénéfique pour notre compétitivité. La politique d'allègement des charges doit soutenir de manière efficace les emplois des secteurs confrontés à la concurrence internationale.

La fiscalité

Notre pays souffre d'une insuffisance d'investissement productif. L'épargne doit être orientée vers le financement de l'industrie. La stabilité et la prévisibilité de l'environnement fiscal et réglementaire sont essentielles à l'investissement productif de long terme. En France, la multiplication des réformes compromet cette prévisibilité. Les candidats doivent proposer un système réglementaire et fiscal simple, clair, et de long terme.

L'Europe

Les marchés de l'industrie sont d'abord européens ; nous invitons les candidats à promouvoir l'émergence d'une stratégie européenne pour la compétitivité industrielle. Celle-ci doit notamment garantir un cadre favorable à l'innovation et à la R&D et s'assurer de la réciprocité des engagements des Etats tiers vis-à-vis des politiques européennes. Elle doit désormais rééquilibrer en faveur des "forces de production" la priorité accordée jusqu'à présent au marché et aux consommateurs.

Cette lettre ouverte a été signée par vingt-cinq dirigeants de grandes entreprises, membres du Cercle de l'industrie. Texte intégral et liste des signataires sur www.cercleindustrie.eu

Le Cercle de l'Industrie